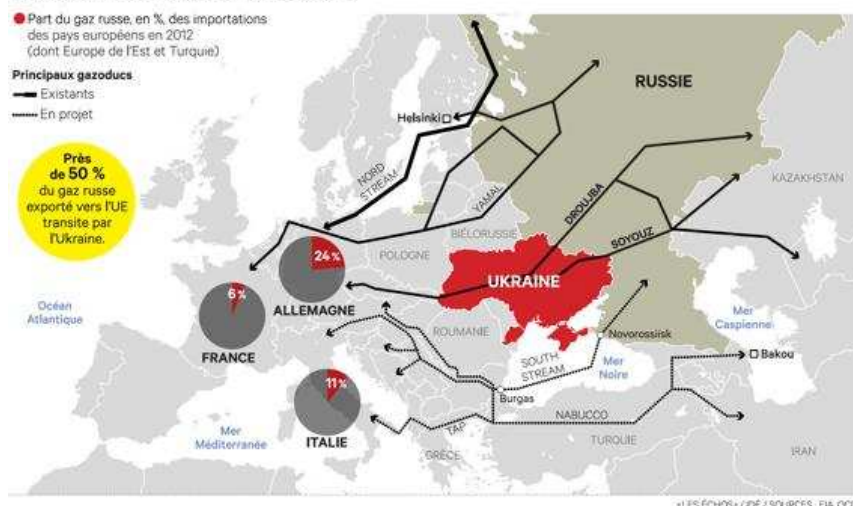


Élections municipales : pas une voix ouvrière aux partis bourgeois (UMP-UDI-EELV-Modem-FN) ; Vote classe contre classe, au premier tour, vote sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de gauche

Edito	.....	p 2
Tract mars 2014 : élections municipales : vote classe contre classe	.....	p 4
Tract infirmiers mars 2014	.....	p 6
Tract janv 2014 : « A bas le pacte de responsabilité ! »	.....	p 7
Ukraine	.....	p 9
Chine-Cambodge-Bangladesh	.....	p13
Centrafrique	.....	p15
Afrique du Sud	.....	p19
Tunisie-Égypte	.....	p21
Négociations assurance chômage	.....	p26
	Interventions	
CGT Chauffailles	.....	p28

La position stratégique de l'Ukraine



Une lutte des classes à géométrie variable dans le cadre du développement inégal et combiné du capitalisme

La réintroduction du capitalisme en URSS à la fin des années 80 a marqué une nouvelle période du capitalisme. Le capital a repris ses droits dans les pays où le capital avait été exproprié. La puissance impérialiste dominante en Europe, l'Allemagne, contrôle désormais la production et le marché du travail à l'Est (République Tchèque, Pologne, ...). L'impérialisme mondial dominant, les Etats-Unis d'Amérique, ont largement investi en Asie.

Le capitalisme est depuis le début du 20^{ème} s arrivé à son stade impérialiste, dominé par les monopoles, lieu de concentration par excellence du capital financier. A l'époque de l'impérialisme, les grandes puissances se livrent une bataille sans merci pour le contrôle des marchés. Les économies montantes doivent affronter les anciennes puissances et leur disputer leurs colonies ou leurs marchés. C'est ce qui a déclenché les guerres impérialistes du début et du milieu du 20^{ème} siècle. Les capitalistes se sont ainsi livrés bataille pour asseoir leur domination sur l'échiquier mondial en envoyant des millions de travailleurs à la boucherie.

L'impérialisme a du faire face à la montée des masses révolutionnaires, qui sont parvenues en Russie à prendre le pouvoir grâce au Parti bolchévique. Mais la Russie était le maillon faible des puissances capitalistes. Sa bourgeoisie n'était que balbutiante. C'est en Allemagne que se jouait le cœur de la révolution prolétarienne. Les impérialismes vainqueurs de la première guerre mondiale, Etats-Unis-Grande Bretagne-France, ont eu à cœur de faire payer aux Allemands la défaite de 1918, alors même que la France et la Grande Bretagne étaient les premières puissances belliqueuses de 1914. Toutes ces puissances se sont également acharnées à combattre la révolution d'Octobre. Cette guerre contre le régime soviétique a contribué à affaiblir la révolution bolchévique. Ces mêmes puissances, l'Angleterre tout particulièrement, ont largement contribué à l'avènement du fascisme en Allemagne, lequel fascisme est toujours le dernier rempart de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne.

A l'issue de 2^{ème} guerre mondiale, les Etats-Unis se sont hissés au premier rang des puissances impérialistes. Ils n'ont pas asservi totalement la France, l'Allemagne ni l'Italie en 1945 de peur d'une contagion révolutionnaire dans ces pays. La lutte des classes des années 60 et 70 était guidée par la perspective de la révolution socialiste, qui avait été possible en Russie. Mais la bureaucratie stalinienne a tout fait pour isoler cette révolution en jouant un rôle contre-révolutionnaire dans les quatre coins du monde (Chine, Espagne, Moyen-Orient, Maghreb, Amérique latine, ...). Une telle politique ne pouvait amener qu'à la restauration du capitalisme. Mais sa politique contre-révolutionnaire visait un objectif politique : éliminer dans la conscience des masses la perspective du communisme. Pour un temps, avec la chute de l'URSS, on peut dire que cet objectif est devenu une réalité.

Pour autant, la lutte des classes ne s'est pas interrompue, bien au contraire.

L'Ukraine : terrain d'affrontement entre impérialismes

Le peuple ukrainien s'est soulevé contre les oligarques au pouvoir qui pillent le pays de ses ressources. Jusqu'à présent ces oligarques étaient dépendants de la Russie, notamment pour l'approvisionnement du gaz. Mais la révolte populaire a fait pencher la balance en faveur d'une domination de l'Union européenne capitaliste (voir article dans ce bulletin : [Ukraine 2014.doc](#)). Dans ce mouvement de révolte, les masses auront à combattre pour leur indépendance. Seul le contrôle de la production, de l'agriculture et des infrastructures par les travailleurs eux-mêmes garantira l'indépendance de l'Ukraine face à l'appétit des différents impérialismes et puissances frontalières. Pour cela, la classe ouvrière devra s'organiser sur son propre terrain de classe, en se distinguant nettement de la bourgeoisie locale et des clans mafieux.

Le combat des ouvriers d'Asie

Les groupes impérialistes continuent de délocaliser leur production là où la main d'œuvre est moins chère. La Chine a fait office « d'Eldorado » à partir des années 90. Mais les ouvriers chinois ont commencé à combattre l'exploitation capitaliste, malgré le contrôle politique du PCC qui prétend s'appeler encore « communiste » alors que l'économie est aux mains des capitalistes, soit des capitalistes privés soit du capitalisme de l'Etat chinois. Pour contourner la hausse des salaires des ouvriers chinois, les entreprises capitalistes ont alors investi dans d'autres pays d'Asie : au

Cambodge, au Bangladesh. Mais là aussi, les travailleurs font grève pour l'augmentation de leurs salaires notamment (voir article dans ce bulletin : [CHINE.doc](#)). Au-delà des grèves à caractère économique, les travailleurs sont confrontés au pouvoir politique, qui réprime durement les mobilisations ouvrières et qui entrave leur organisation politique.

L'Afrique, nouvel « eldorado » impérialiste ?

Le Medef, relayé par Hollande, lorgne désormais sur l'Afrique pour pouvoir écouler les productions des capitalistes français et exploiter les ressources et la main d'œuvre africaines. La France tente de maintenir ses positions en Afrique pour empêcher d'autres puissances impérialistes, comme les Etats-Unis, de contrôler sa zone d'influence. C'est ce qui explique l'intervention militaire en Centrafrique (voir article dans ce bulletin : [Centrafrique.doc](#)). Mais ce type d'intervention impérialiste, comme celle au Mali, s'oppose au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. C'est pourquoi nous disons « **A bas toute intervention impérialiste dans la région et en premier lieu, retrait des troupes française du Mali, de Centrafrique et de tout le continent !** »

L'Afrique du Sud : des questions politiques posées au mouvement ouvrier

L'Afrique est très inégalement développée. Beaucoup de régions sont arides et peu développées. Mais certaines régions renferment des ressources inestimables. C'est le cas de l'Afrique du Sud, pays le plus riche du continent avec ses réserves de diamants, d'or, de platine ... Les masses noires d'Afrique du Sud ont mené un combat acharné contre la domination de la bourgeoisie blanche exploiteuse. Elles ont utilisé pour cela l'ANC, organisation petite-bourgeoise noire. Mais au début des années 90, face à la montée révolutionnaire des masses noires exploitées, la libération de Mandela a permis d'assurer une transition « démocratique » du régime d'Apartheid, permettant à la bourgeoisie blanche de conserver le contrôle de l'économie en s'assurant du soutien d'une bourgeoisie noire naissante, représentée par l'ANC. Désormais, les travailleurs des mines sont confrontés à la répression du gouvernement de Front populaire, qui gouverne en défense des intérêts de la bourgeoisie. Le mouvement ouvrier sud-africain est ainsi confronté à des questions politiques d'importance (voir article dans ce bulletin : [Afrique du Sud art.doc](#)).

L'acuité de la lutte des classes au Maghreb : une accalmie temporaire en Tunisie et une menace de grève générale en Egypte

Nous l'avons écrit : après les révoltes populaires du printemps 2011, les travailleurs qui ont largement contribué à la destitution des despotes au pouvoir, ne manqueront pas de poser la question de la satisfaction de leurs revendications économiques. Si l'Union Nationale en Tunisie amène pour un temps le reflux de la classe ouvrière, en Egypte, alors que l'Armée s'appête à s'emparer « légalement » du pouvoir, les ouvriers sont en lutte dans la plupart des secteurs privés et publics de l'économie (voir article dans ce bulletin : [Tunisie Egypte.doc](#)).

L'exposé de ces différents combats montre des développements inégaux de la lutte des classes à l'échelle mondiale (et ce ne sont là que quelques exemples) : dans certains pays, la lutte révolutionnaire prend un aspect de révolution démocratique bourgeoisie contre les tyrans au pouvoir (en Ukraine, en Tunisie, en Egypte), pour les libertés d'expression et d'organisation. Les travailleurs tunisiens et égyptiens ont en même temps, dans le processus de révolution bourgeoise, qui ne visait qu'à remplacer un clan bourgeois au pouvoir par un autre, exprimer leurs propres revendications de classe. En Afrique du Sud, comme en France, lors d'élections nationales, les travailleurs ont porté au pouvoir une majorité de représentants les partis ouvriers bourgeois. Mais ces gouvernements de type Front populaire défendent les intérêts de la bourgeoisie. La classe ouvrière de ces pays doit donc imposer la rupture des organisations d'origine ouvrière avec la bourgeoisie si elle veut espérer défendre ses acquis et ses conditions de travail et de vie. Mais ces organisations ouvrières bourgeoises sont définitivement mortes pour la révolution socialiste. Les travailleurs devront construire des partis ouvriers révolutionnaires en vue d'exproprier le capital et contrôler la production pour satisfaire les besoins de masses.

Élections municipales : pas une voix ouvrière aux partis bourgeois (UMP-UDI-Modem-FN) ; vote classe contre classe, au premier tour, vote sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de gauche

Ce vote est indissociable du combat contre le « pacte de responsabilité », qui n'est ni négociable, ni amendable !

Front unique pour imposer à la majorité de députés du PS et du Front de gauche de rompre avec ce pacte !

A bas le « pacte de responsabilité » ! Rupture du dialogue social !

Les élections municipales de fin mars se tiennent dans un contexte d'accentuation de la politique du gouvernement Hollande-Ayrault en faveur de la bourgeoisie française, contre les intérêts des travailleurs. Ainsi, le dialogue social a permis un relevé de conclusion le 5 mars entre le Medef et 3 organisations syndicales pro-patronales (CFDT, CFTC et CGC) qui acte « *une baisse de charges et de fiscalité pluriannuelles pour les entreprises et une simplification de l'encadrement réglementaire* ». Ce relevé de conclusion renvoie aux branches professionnelles le soin d'ouvrir des discussions sur les objectifs d'emploi. Le relevé de conclusion précise bien que « *ces objectifs ne pourront être précisés, par exemple par des ambitions quantifiables, que lorsque la baisse des prélèvements sociaux et fiscaux et ses modalités de mise en œuvre seront précisément définies.* » Dans le cadre du système capitaliste, c'est le capital qui décide de l'embauche. Le seul moyen d'assurer du travail à toute la population active c'est que l'État prenne le contrôle des entreprises ! Cela fait des années que les entreprises bénéficient de multiples baisses de cotisations patronales qui encouragent la précarité, pour autant le niveau du chômage reste élevé. Le relevé de conclusion élaboré par le patronat indique bien l'objectif du pacte de responsabilité, des baisses de cotisations patronales : restaurer les marges des entreprises, en clair rétablir les profits des patrons !

Comment les dirigeants des confédérations ouvrières CGT et FO ont-ils pu accepter ce cadre de discussion ? Leur responsabilité est de quitter immédiatement ces négociations et de s'engager à ne participer à aucune négociation de branche de mise en œuvre de ce pacte. Leur responsabilité est de mobiliser toute la classe ouvrière contre le pacte de responsabilité, qui n'est négociable ni amendable, en organisant une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale pour imposer à la majorité de députés du PS et du Front de Gauche l'abandon de ce pacte.

Vote classe contre classe, sans condition

Les responsables du PS ont beau chanter sur tous les toits que les élections municipales sont avant tout des scrutins locaux, il y a un enjeu national évident. Si les listes présentées par le PS ne rassemblent pas suffisamment de votes, au delà du rejet clair de la politique gouvernementale, cela ouvrira la voie à l'accentuation des alliances entre le PS et des partis bourgeois comme le Modem ou l'UDI. Cela renforcera le gouvernement à mettre en place une politique encore plus ouvertement pro-patronale et poussera le PS, en tant que parti, à l'ouverture organisationnelle sur sa droite, avec des formations bourgeoises, chose que ses dirigeants n'ont pas encore eu les moyens de réaliser. Nous ne sommes pas pour la défense absolue du PS. Nous sommes même pour sa liquidation, mais à condition que cette

explosion se fasse par la gauche, sous la pression des masses qui tendent vers la révolution socialiste. Aujourd'hui ce n'est pas la situation, c'est pourquoi, en l'absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire, et parce que l'explosion du PS ne pourrait se faire qu'au seul profit de la bourgeoisie, nous sommes pour la défense inconditionnelle de ce parti en tant qu'organisation issue des rangs ouvriers. Dans cette situation, les travailleurs se servent du PS pour exprimer leur rejet de la politique de la bourgeoisie comme ce fut encore le cas en 2012, contre Sarkozy et l'UMP.

Compte tenu de la politique du gouvernement - pro-patronale et de rigueur contre la classe ouvrière - nombre de travailleurs sont tentés par l'abstention. Mais l'abstention favoriserait l'élection des listes de la bourgeoisie.

Les travailleurs ne veulent pas d'un retour de l'UMP au pouvoir. Le seul choix possible est de voter au premier tour, sans condition pour les listes présentées par le PS ou le Front de gauche lorsque les frontières de classe ne sont pas brouillées par des alliances sans principe avec le Modem, EELV notamment. Ces organisations n'ont rien à voir historiquement avec le mouvement ouvrier et leurs programmes sont en défense totale des intérêts de la bourgeoisie. Rappelons simplement ici que le Modem est issu de la famille politique de l'ancienne UDF dirigée par Giscard.

**Front unique pour imposer à la majorité PS-FdG la défense des revendications
ouvrières : A bas le « pacte de responsabilité », interdiction de tous les licenciements,
défense inconditionnelle du salaire différé, à bas les coupes budgétaires, annulation de
la dette!**

Avec le développement de la crise de l'économie capitaliste, la bourgeoisie française est acculée face à la concurrence de ses rivaux – notamment européens - dans nombre de secteurs (automobile, agro-alimentaire, transport ...). Pour pouvoir réinvestir, la bourgeoisie française doit dégager des profits qui ne peuvent être pris qu'en baissant la valeur de la force de travail. La bourgeoisie française cherche à imposer aux travailleurs en France ce qui a été imposé aux travailleurs en Allemagne par Schröder (réduction des droits au chômage, obligation d'accepter contrats précaires et sous-payés), aux travailleurs espagnols (qui doivent d'abord travailler gratuitement pour obtenir un emploi), aux travailleurs anglais (les contrats « zéro heure » sans garantie d'emploi et de salaire), aux fonctionnaires de tous les pays qui ont subi des baisses massives de salaire. Mais la classe ouvrière en France ne veut pas subir les mêmes attaques !

Le vote de 2012 signifiait que les travailleurs en France n'entendaient pas laisser Sarkozy et l'UMP poursuivre leur politique de concassage des acquis ouvriers sur ce « modèle » européen. La majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique pro-patronale. Or, aujourd'hui, les travailleurs constatent jour après jour que le gouvernement est au service de la bourgeoisie française en crise. Pourtant, cette majorité PS - Front de Gauche a le pouvoir de défendre les acquis ouvriers et d'adopter des lois qui protègent les travailleurs.

Ainsi la responsabilité des organisations syndicales n'est pas de soutenir le « Pacte de responsabilité » qui répond aux exigences patronales en demandant des contreparties, mais d'organiser le combat central, notamment par une manifestation à l'Assemblée Nationale pour imposer à cette majorité PS -Front de Gauche la satisfaction des revendications ouvrières, et en premier lieu :

- **L'abandon du « pacte de responsabilité »**
- **L'interdiction de tous les licenciements !**
- **L'expropriation sans indemnités ni rachats des entreprises qui font faillite !**
- **Pour en finir avec la rigueur budgétaire : l'annulation de la dette !**

Tract du Groupe Révoltes du 1^{er} mars 2014

NON à la prise d'otage des étudiants infirmiers par les patrons des hôpitaux privés : le ministère de la Santé doit prendre en charge tous les étudiants infirmiers !

Imposons à la majorité PS-Front de gauche un statut d'élèves-infirmiers et l'augmentation des cotisations patronales pour financer l'hôpital public !

Les patrons d'hôpitaux privés prennent les étudiants infirmiers en otage

La Fédération de l'hospitalisation privée (FHP) refuse tout nouvel étudiant stagiaire dans ses établissements et entend faire pression sur le gouvernement pour protester contre la baisse des tarifications des actes (T2A) de 0.24 %, instaurée par le gouvernement pour compenser le montant de crédit d'impôt et de recherche (CICE) dont bénéficient les cliniques privées. Environ 30 000 étudiants seraient concernés par cette fin de stage.

Le ministère de la Santé doit prendre en charge tous les étudiants-infirmiers et leur offrir de bonnes conditions de stage et d'encadrement. C'est la responsabilité des fédérations syndicales de la santé (FO et CGT) de défendre cette revendication et non de supplier les patrons privés de reprendre les étudiants. Au-delà, ce sont bien les questions du statut des infirmiers en formation et de la privatisation du système de soins qui sont posées.

NON à la privatisation de l'hôpital public !

Des réformes successives dont la dernière instaurée par la loi Bachelot, favorisent la gestion privée des établissements de soins au détriment des établissements publics qui sont asphyxiés par la politique de rigueur comptable. La T2A favorise très clairement les hôpitaux et cliniques privés, pas leurs salariés mais leurs actionnaires ! Les hôpitaux publics sont directement concurrencés par les établissements privés qui se réservent les actes rentables (soins ambulatoires essentiellement) ! Les conditions de travail et d'accueil dans les établissements publics se dégradent. Il faut mettre fin à la privatisation des soins et défendre l'hôpital public, ce qui implique l'**abrogation de la loi Bachelot**.

La loi de financement de la Sécurité sociale définit le cadre budgétaire des dépenses de santé. L'assurance maladie est encore financée principalement par les cotisations salariales et patronales qui constituent une partie du salaire, dit « salaire différé ». Or, le patronat bénéficie de milliards d'exonérations de cotisations sensées être compensées par l'Etat (donc l'impôt de tous) mais qui ne le sont pas entièrement. Ce vol creuse le déficit au nom duquel les réformes type loi Bachelot sont appliquées.

Les députés votent le budget de la Sécu à l'Assemblée Nationale et les exonérations de cotisations. Pour combler les déficits et satisfaire les besoins vitaux de santé de la population, il faut faire payer les patrons : **Arrêt des exonérations de cotisations patronales et abrogation des mesures de défiscalisation comme le CICE !**

Pour un statut d'élève-infirmier !

La formation des étudiants infirmiers comprend des périodes de stage qui, à ce titre, n'ouvrent droit qu'à une indemnité. Si les étudiants devenaient de véritables élèves-infirmiers, ils pourraient être considérés comme des salariés en formation pouvant ainsi être rémunérés et s'affilier aux fédérations syndicales de la santé (CGT et FO).

Il faut imposer à la majorité de députés du PS et du Front de Gauche à l'Assemblée Nationale de voter :

- **L'abrogation de la loi Bachelot ; le rejet des plans « Hôpital 2007 » et « Hôpital 2012 » ; la réouverture de lits à hauteur des besoins et les créations de postes correspondant ; la nationalisation sans indemnité ni rachat par l'État des hôpitaux et cliniques privés !**
- **L'arrêt des exonérations de cotisations patronales et l'abrogation des mesures de défiscalisation comme le CICE !**
- **La création d'un statut d'élève-infirmier comme salariés en formation !**

**A bas le « *pacte de responsabilité* » du gouvernement
Hollande-Ayrault !**

**Aucune discussion-négociation ! Les directions syndicales
doivent boycotter les « *assises de la fiscalité* » !**

**Front unique pour imposer à la majorité de députés du PS et du
Front de gauche de rompre avec ce pacte !**

Hollande accentue ses attaques contre la classe ouvrière au profit des patrons

Lors de la conférence de presse du 14 janvier, Hollande a chaussé les bottes de Sarkozy en lançant son « *pacte de responsabilité* ». Il prend ainsi ouvertement la défense de la bourgeoisie française qui ne cesse de réclamer une baisse du coût du travail, non plus seulement pour restaurer ses profits, mais aussi afin d'éviter les faillites qui menacent (comme Peugeot, Mory-Ducros et tant d'autres). Car il y a urgence pour le patronat, acculé par la concurrence de ses rivaux européens, qui eux ont déjà porté des coups sévères aux salaires et aux acquis de leurs travailleurs.

En plus des 20 milliards de crédit d'impôt déjà octroyés au patronat à travers le CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi), il annonce la suppression des cotisations patronales pour le financement de la branche familiale de la Sécurité sociale, ce qui représente 35 milliards d'euro au total. Non seulement le gouvernement organise ainsi le pillage des caisses de la Sécurité Sociale au profit du patronat, mais il ouvre la voie à la diminution des prestations familiales (allocations, aides aux logements, ...) versées aux jeunes et aux travailleurs.

Aujourd'hui les cotisations patronales financent majoritairement le budget de la branche famille de la Sécu qui est intégralement redistribué sous forme de prestations ; demain les impôts qui remplaceront ces cotisations pourront être affectés à toute autre dépense de l'État (remboursement de la dette aux capitalistes...), selon les besoins. Ainsi toute cette partie du salaire (dite salaire « différé »), soit 5% qui est menacée par ce hold-up.

Car Hollande entend « compenser » ce cadeau au patronat par 50 milliards d'euros (sur 3 ans) de coupes budgétaires dans les dépenses de l'État, des collectivités locales et de la Sécurité Sociale. Et ces coupes se mènent au niveau de l'Union Européenne, dans le cadre du TSCG (Traité de Stabilité, de Coordination et de Gouvernance, négocié par Sarkozy et ratifié par Hollande en 2012), dictant la rigueur contre tous les travailleurs européens : il imposera ainsi des coupes automatiques dans les budgets en cas de déficit...

**A bas le « *pacte de responsabilité* » ! Rupture du dialogue social ! Il faut imposer aux
directions syndicales qu'elles boycottent les « *assises de la fiscalité* » !**

« *Le 27, je reçois à Matignon avec les ministres concernés chaque organisation patronale et syndicale... Ensuite j'installerai les Assises de la fiscalité des entreprises (...) Les syndicats doivent jouer pleinement leur rôle... Les dirigeants syndicaux me demandent tous que le dialogue soit durable* ». (Ayrault, France Inter, 16/01/2014).

Les dirigeants syndicaux ont accepté de se rendre à l'invitation et s'affirment prêts à participer aux « Assises de la fiscalité des entreprises ». Le gouvernement demande ainsi aux confédérations de cautionner le « pacte de responsabilité ». Il espère ainsi interdire tout surgissement d'une mobilisation contre sa politique. Dans un communiqué commun, CGT, CFDT, FSU et UNSA ne demandent pas le maintien des cotisations patronales, mais seulement « la généralisation de la conditionnalité des aides et

exonérations fiscales aux entreprises » et précisent : « Les organisations signataires porteront ces revendications et objectifs communs lors des discussions qui se dérouleront dans le cadre du pacte de responsabilité. » Ainsi toutes acceptent de s'inscrire dans le cadre de ce pacte, ce qui revient à accepter le cadeau de 35 milliards au patronat !

Qui peut croire que le patronat acceptera de lâcher des compensations et que ce gouvernement pourrait lui imposer la moindre obligation ? Pour empêcher les suppressions d'emploi et éradiquer le chômage il faut une loi interdisant tous les licenciements !

La concertation avec le gouvernement et le patronat mène à la mise en cause des acquis ouvriers, preuves en sont l'allongement du départ à la retraite voté fin 2013, l'accord ANI organisant la précarité, ou très récemment l'accord sur la diminution du financement patronal de la formation professionnelle.

La responsabilité immédiate des confédérations et fédérations syndicales (CGT, FO, FSU) est de dénoncer haut et fort le « pacte de responsabilités » et de refuser toute discussion-concertation sur ce pacte, ce qui implique de boycotter immédiatement les « assises de la fiscalité ».

**Front unique pour imposer à la majorité PS-FdG la défense des revendications
ouvrières : A bas le « pacte de responsabilité », interdiction de tous les licenciements,
défense inconditionnelle du salaire différé, à bas les coupes budgétaires, annulation de
la dette!**

Avec le développement de la crise de l'économie capitaliste, la bourgeoisie française est acculée face à la concurrence de ses rivaux – notamment européens - dans nombre de secteurs (automobile, agro-alimentaire, transport ...). Pour pouvoir réinvestir, la bourgeoisie française doit dégager des profits qui ne peuvent être pris qu'en baissant la valeur de la force de travail. La bourgeoisie française cherche à imposer aux travailleurs en France ce qui a été imposé aux travailleurs en Allemagne par Schröder (réduction des droits au chômage, obligation d'accepter contrats précaires et sous-payés), aux travailleurs espagnols (qui doivent d'abord travailler gratuitement pour obtenir un emploi), aux travailleurs anglais (les contrats « zéro heure » sans garantie d'emploi et de salaire), aux fonctionnaires de tous les pays qui ont subi des baisses massives de salaire. Mais la classe ouvrière en France ne veut pas subir les mêmes attaques !

Le vote de 2012 signifiait que les travailleurs en France n'entendaient pas laisser Sarkozy et l'UMP poursuivre leur politique de concassage des acquis ouvriers sur ce « modèle » européen. La majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique pro-patronale. Or, aujourd'hui, les travailleurs constatent jour après jour que le gouvernement est au service de la bourgeoisie française en crise. Pourtant, cette majorité PS - Front de Gauche a le pouvoir de défendre les acquis ouvriers et d'adopter des lois qui protègent les travailleurs.

Ainsi la responsabilité des organisations syndicales n'est pas de soutenir le « Pacte de responsabilité » qui répond aux exigences patronales en demandant des contreparties, mais d'organiser le combat central, notamment par une manifestation centrale à l'Assemblée Nationale pour imposer à cette majorité PS - Front de Gauche la satisfaction des revendications ouvrières, et en premier lieu :

- **Le rejet du « pacte de responsabilité »**
- **L'interdiction de tous les licenciements !**
- **L'expropriation sans indemnités ni rachats des entreprises qui font faillite !**
- **Pour en finir avec la rigueur budgétaire : l'annulation de la dette !**

Indépendance de l'Ukraine : ni domination Russe, ni contrôle de l'Union européenne ; dehors l'armée russe et les diplomates impérialistes !

Les luttes politiques d'aujourd'hui en Ukraine à la lumière de l'histoire et de la géographie

L'Ukraine dans ses frontières actuelles – tracées en 1945 avec l'annexion de diverses provinces occidentales situées hors du territoire ukrainien historique [Volinie – Galicie – Bucovine – Transcarpatie], plus la Crimée rattachée en 1954 – compte 600 000 km² (le plus grand d'Europe après la Russie) et 46 millions d'habitants (contre 52 millions il y a 20 ans). En 1990/91, 7 millions d'Ukrainiens travaillaient dans d'autres républiques soviétiques. Aujourd'hui, la population diminue en raison d'un fort déficit démographique et d'une émigration qui se poursuit.

Un espace convoité

« *oukraïna* » signifie « marche », « front pionnier » en russe. C'est ce que représentaient les vastes sols fertiles (« terres noires » au centre) s'étendant entre Dniestr à l'ouest et Donets à l'est jusqu'à la Mer Noire, pour les Tsars du XVIII^es. qui ont progressivement annexé ces territoires à l'empire. Le drapeau jaune et bleu symbolise d'ailleurs le blé et le ciel.

L'Ukraine est traversée en son centre par le Dniepr, axe de passage entre Mer Baltique et Mer Noire : cet isthme européen eut un rôle majeur dans les relations commerciales entre villes hanséatiques et empire byzantin jusqu'à ce que celui-ci fut affaibli au XIII s. (sac de Constantinople par les Croisés en 1204), l'isthme Mer du Nord/Mer Adriatique prenant alors le relai des relations commerciales nord/sud.

Mais le territoire ukrainien est aussi un espace ouvert d'est en ouest et soumis au cours de l'histoire à de multiples invasions : Scythes, Sarmates, Goths, Huns, Khazars, Slaves, Ruthènes et Varègues scandinaves qui auraient fondé la principauté de Kiev vers 900, Grecs, Turcs, Mongols, Magyars, Bulgares,... et plus tard, Allemands, Polonais, Baltes,... Ce champ de manœuvre illimité a connu de constants changements de frontières au cours des siècles. Un traité signé entre Polonais et Russes en 1667 partage le pays en deux au niveau du Dniepr.

L'aspiration nationale s'est développée au XIX^es. autour de la langue ukrainienne slave (au même titre que le russe), et de la religion orthodoxe adoptée au X^es.

Mais il a fallu attendre la fin de la 1^o Guerre mondiale pour qu'un État se constitue, ou plutôt 3 États ukrainiens (bolchévique, blanc, nationaliste) passés sous contrôle soviétique en 1922. La féroce répression entreprise par Staline dans les années 30 – avec l'aide de Nikita Khrouchtchev, chef du PC ukrainien – contre les prétendus « koulaks » pour mettre la main sur les productions agricoles des terres noires (tchernoziëm) au centre de l'Ukraine, a provoqué près de 4 millions de morts. Le régime stalinien a éliminé les élites intellectuelles, ouvrières et politiques ukrainiennes.

Le territoire a été mis en valeur après guerre et a fourni jusqu'au quart des productions soviétiques : charbon, fer, acier, gaz, blé, betteraves, pommes de terre, maïs. Il comptait plusieurs centres militaro-industriels (centrales nucléaires, dont Tchernobyl au nord, constructions de missiles, industries de pointe), surtout implantés dans le nord-ouest et l'industrie lourde dans la région du Donets au sud-est. Odessa fut et reste le port majeur de l'Ukraine. C'est Khrouchtchev qui octroie à l'Ukraine la Crimée – province autonome - en 1954

Mais ce développement a placé le territoire (comme les autres républiques soviétiques) dans une situation de totale dépendance du centre : les Ukrainiens ont toujours considéré que Moscou les traitait comme une colonie, vidait le territoire de ses richesses, sans assurer un développement pérenne : 1/5 de la population était russe et assurait les fonctions de commandement... en russe. Ces anciens apparatchiks sont toujours sur place et représentent encore près de 20% de la population, principalement dans la moitié sud-est.

Aucune infrastructure majeure n'a été construite du nord au sud : tous les chemins menaient à Moscou ! C'est encore le cas aujourd'hui où l'Ukraine est surtout un pont entre la Russie et l'Europe occidentale, par lequel transitent pétrole et gaz. Dès la proclamation de l'indépendance en 1991, les Ukrainiens ont cherché à prendre leurs distances avec leur puissant voisin, que ce soit les nationalistes, les masses ouvrières du Donbass ou les membres de la nomenklatura de l'ancien régime.

Qui contrôle le gaz en Ukraine, détient le pouvoir. C'est ainsi que les oligarques qui ont pris le contrôle du gaz lors de la privatisation de l'économie dans les années 90 (comme Ioulia Timochenko surnommée « Princesse du gaz ») sont devenus ministres dans les années 2000, négociant les accords avec la Russie. Car les Ukrainiens sont propriétaires des gazoducs et des réservoirs : 60% du gaz russe est exporté vers l'UE (soit le 1/4 de sa consommation de gaz) et empruntent ces tubes. C'est pourquoi Gazprom a fait construire avec l'aide de BASF et GDF-Suez notamment, le « Nord Stream » qui alimente directement l'Allemagne par la mer Baltique (Gerhard Schröder étant à la tête du consortium qui exploite ce gazoduc !). Un « South Stream » est en construction sous la mer Noire vers l'Italie et l'Autriche pour échapper au contrôle ukrainien.

D'après négociations ont toujours eu lieu entre dirigeants ukrainiens et russes quant aux royalties et au prix du gaz. Aujourd'hui, l'Ukraine a une dette gazière de 3,5 milliards de \$ vis à vis de la Russie qui a promis en novembre un échelonnement de la dette et la baisse de 30% du prix du gaz en échange d'un ralliement à l'organisation eurasiennne rêvée par Poutine.

Les luttes politiques depuis l'indépendance

Comme dans tout le territoire de l'ex URSS, l'effondrement de l'Etat soviétique s'est traduit par un effondrement de l'économie (largement obsolète et peu productive), par la privatisation du sol, des ressources minières et agricoles, au profit des anciens apparatchiks qui ont repris les rênes d'un pouvoir pseudo démocratique en se comportant comme de véritables mafias. Mais ils ont dû progressivement affronter une nouvelle classe de jeunes entrepreneurs formés aux règles du capitalisme en occident et qui leur disputent aujourd'hui le pouvoir.

C'est le cas en Ukraine où les multiples partis politiques ont été constitués autour de l'an 2000 sur une base nationaliste libérale. Ils sont une dizaine aujourd'hui, dont certains n'ont qu'un ou deux députés élus.

Les principaux partis politiques ayant obtenu des députés aux élections législatives d'octobre 2012

Le parlement – Verkhovna Rada – compte une seule assemblée de 450 députés élus pour 5 ans : la moitié des sièges sont attribués à la proportionnelle, l'autre moitié au scrutin uninominal à un tour.

Parti des Régions (russophones - Viktor Ianoukovitch) : 30% des voix (185 députés)

Union panukrainienne « Patrie » (libéral conservateur, de Ioulia Timochenko) : 25% des voix (101 députés)

Alliance démocratique ukrainienne pour la réforme (UDAR de Vitali Klitschko : conservateur pro-européen, membre du PPE) : 14% des voix (40 députés)

Parti communiste ukrainien (implanté à l'est) : 13% des voix (32 députés)

Union panukrainienne « Liberté » (Svoboda – « social-national » fasciste) : 10,5% des voix – (37 députés)

Les spécialistes notent que, davantage qu'une opposition entre nationalistes ukrainiens de l'ouest et russophones de l'est, il s'agit d'abord d'un conflit politique et social.

Viktor Iouchtchenko (« Notre Ukraine », libéral pro-européen), élu président en 2004 [au 3^o tour de scrutin obtenu par la révolution orange de novembre/décembre 2004, provoquée par les fraudes massives attribuées à Ianoukovitch, élu au 2^o tour] avait beaucoup déçu les Ukrainiens touchés par un chômage massif et dont le niveau de vie stagnait : faibles investissements étrangers, crise de 2008

qui a aggravé la situation, suspension des aides du FMI en raison de l'absence de réformes structurelles....

Aux élections présidentielles de 2010 qui opposaient Ianoukovitch et Timochenko, c'est le russophone soutenu par Poutine qui l'emporte de 5 points avec moins de 50% des voix. Il fait arrêter sa rivale en 2011 pour corruption !

Mais les dirigeants politiques – de la majorité comme de l'opposition – suscitent une forte méfiance des Ukrainiens : très attachés au pluralisme politique et aux libertés chèrement conquises, ils n'entendent pas se soumettre à un pouvoir corrompu, mafieux et criminel, qui est prêt à défendre par tous les moyens ses privilèges. Les hommes au pouvoir et les oligarques – dont le fils de Ianoukovitch – ont placé des millions de \$ en Autriche et à la City de Londres, notamment. Une douzaine de personnes contrôlèrent 50% des richesses du pays.

Les manifestants crient « Bandits, dehors » contre la clique de Ianoukovitch.

Les premières manifestations ont eu lieu le 21/11/2013 après la suspension de l'accord d'association avec l'UE. Le 30/11, on comptait 10 000 manifestants, délogés par la police ; ce sont donc 500 000 manifestants qui se sont rassemblés le 1/12.

En fait, après de longs mois de négociations avec l'UE pour un accord de libre échange et une possible intégration à l'OTAN - et contrairement à ses engagements de campagne - Ianoukovitch s'est vendu au plus offrant le 17 décembre pour éviter la faillite : l'Ukraine a une dette de 73 milliards de \$, soit 48% de son PIB. Poutine – qui recherche un allié et protège son glacis occidental - a promis 15 milliards de \$ sous conditions + une baisse d'1/3 du prix du gaz russe.

Et quand Ianoukovitch a offert le 24 janvier – après deux mois de manifestations massives - le poste de 1^o ministre et de vice ministre aux principaux dirigeants de l'opposition, ceux-ci ont été hués par la foule qui disait : « Nous ne voulons pas de négociations, nous voulons une révolution ! ». Arseni Iatseniouk (chef du premier parti d'opposition « Union panukrainienne – Patrie » de l'ancien premier ministre, Ioulia Timochenko) et Vitali Klitschko (Udar), ont rapidement décliné l'offre.

Ce qu'exigeaient les manifestants, c'est le départ de la clique au pouvoir, en premier lieu, la démission de Ianoukovitch, des élections présidentielles dès cette année et non en 2015, l'abrogation des lois répressives du 16 janvier 2014 (qui criminalisaient les manifestations politiques), l'amnistie de tous les manifestants arrêtés et le retour à la constitution parlementaire de 2004 (alors que Ianoukovitch a fait adopter des dispositions qui renforcent le pouvoir exécutif).

C'était l'objectif politique des centaines de milliers de manifestants organisés en dizaines d'associations (notamment sur la place de l'indépendance à Kiev, le Maïdan, mais aussi à Lviv, dans l'ouest du pays) qui ont dressé des barricades et affronté pendant trois mois le pouvoir, les forces de répression qui ont fait des dizaines de morts, les lieux de pouvoir et le froid.

Pour sauver les meubles, le Parlement convoqué par le président en session extraordinaire le 28 janvier a voté par 361 voix contre 2 (!) l'abrogation des lois scélérates du 16 janvier. Le premier ministre Azarov a été contraint de démissionner et son gouvernement avec lui. L'unité de la clique au pouvoir s'est lézardée.

Prétextant le chaos et le massacre de dizaines de manifestants, les puissances européennes, l'Allemagne en tête, flanquée de Laurent Fabius et d'un dirigeant polonais, ont organisé une négociation marathon de 20 heures le 20 février entre Ianoukovitch et les représentants de l'opposition pour aboutir à un accord : accord rejeté par la foule de Maïdan qui ne peut accepter de négocier avec les responsables des massacres. C'est ce qui a poussé le gangster Ianoukovitch à fuir le pays dans la nuit du 21 au 22 février....pour réapparaître sur les écrans russes le 28, au moment où les troupes russes envahissent la Crimée, position stratégique majeure avec la flotte russe de la mer Noire.

L'évolution du conflit montre aujourd'hui que l'Ukraine est un enjeu entre les impérialismes occidentaux et russe. Si l'UE reste très dépendante du gaz russe, Poutine n'a pas – du point de vue des intérêts de sa clique d'oligarques – les coudées franches en Ukraine car l'économie russe dépend à 71% de l'exportation de ses hydrocarbures, dont le prix – notamment du gaz – pourrait baisser en raison d'une forte production américaine : les Etats Unis sont devenus les plus gros producteurs mondiaux de gaz grâce au gaz de schiste, capables de concurrencer le gaz russe sur les marchés européen et asiatique.

C'est dans cette partie de poker menteur que la poignée d'oligarques ukrainiens – issus des régions industrielles russophones, car leur fortune s'est constituée lors des privatisations massives de l'industrie dans les années 1990 – reprennent la main en Ukraine contre Poutine dont le traitement de ses propres oligarques a de quoi leur faire préférer une Ukraine indépendante à la tutelle de Moscou. Ils ont l'argent, les milices privées et les médias nécessaires pour tirer les ficelles à Kiev et imposer le futur président.

C'est dans ce contexte qu'a été mis en place un « **gouvernement de transition** » le 27 février, présidé par le banquier Arseniy IATSENIUK du parti « Patrie » de Timochenko. Ancien président du Parlement, ancien ministre des affaires étrangères et de l'économie, il a été président de la Banque centrale ...et avait obtenu 7% des voix aux élections présidentielles de 2010 !

Outre une majorité d'ultra-libéraux pro-européens, banquiers pour la plupart, et pour certains, membres corrompus de l'ancienne clique au pouvoir, ce gouvernement compte 6 ministres du parti néo-nazi Svoboda chargés notamment de la défense et de l'ordre. Et ce sont les principaux oligarques qui sont nommés gouverneurs des provinces.

Le programme de cette équipe se résume à : privatisations, dérégulation, réduction de 50 % des pensions, augmentation du prix du gaz et réduction drastique des dépenses publiques en échange de prêts du FMI et de l'UE. Il s'agit donc d'un gouvernement très réactionnaire, antidémocratique, anti-ouvrier, soumis aux impératifs de l'impérialisme et qui ne répond en rien aux attentes des manifestants de Maïdan.

Le peuple ukrainien est à l'évidence totalement expulsé de la scène dans le règlement du conflit. Si l'on peut parler de « révolution populaire », on ne peut que constater l'absence d'organisations ouvrières.

Aucune perspective politique n'est ouverte en dehors du maintien d'un pouvoir mafieux, voire de l'éclatement de l'Ukraine qui a déjà commencé par l'invasion de la Crimée par Poutine et par la sécession programmée.

Et pendant ce temps, « *la coopération militaire entre Moscou et Paris ne souffre en rien de la crise ukrainienne* », titre *Le Monde* du 9/10 mars 2014 ! Tous les dirigeants impérialistes semblent donc avoir intérêt à calmer le jeu pour que les affaires juteuses se poursuivent.

Faute de parti ouvrier, ce sont les clans de la bourgeoisie qui tentent de tirer les marrons du feu pour se maintenir au pouvoir, en cherchant la protection des puissances impérialistes occidentales ou russe. Un authentique parti ouvrier révolutionnaire d'Ukraine pourrait avancer les mots d'ordre suivants pour que la révolution ne soit pas confisquée par la bourgeoisie :

Dehors tous les clans mafieux qui confisquent le pouvoir !

Prise de contrôle de tous les grands moyens de production par le peuple ukrainien !

Dehors les troupes russes de Crimée !

Dehors les diplomates et dirigeants européens et américains !

La lutte des classes s'intensifie en Asie

Le monde entier avait découvert les petites mains de la mondialisation lors de l'effondrement d'un immeuble au Bangladesh en avril 2013.

Les ouvriers, payés quelques euros par mois, (bien moins qu'en Chine), et qui travaillent dans des conditions très dures se soulèvent. La même révolte est perceptible au Cambodge avec de violents affrontements.

La Chine elle-même est agitée de nombreux soubresauts depuis les années 2010.

LA CHINE

Une série de grèves et de conflits ont affecté un nombre important d'usines manufacturières en Chine depuis les mois de mai et juin 2010.

Dans ce pays où la force de travail est la plus nombreuse du monde (évaluée à environ 900 millions de travailleurs) et l'une des meilleurs marchés, les conflits ouvriers sont assez fréquents mais ils attirent rarement l'attention des médias occidentaux. Selon le magazine officiel chinois Outlook Weekly, il y aurait eu 280.000 conflits du travail recensés en 2008 et ceux-ci auraient augmenté de 30% durant le 1er semestre 2009.

La vague de grève a débuté à l'usine Honda Foshan. Malgré le licenciement des dirigeants grévistes et les tentatives de divisions de la direction, les ouvriers de Honda sont restés unis pendant les 2 semaines qu'a duré le conflit.

Au même moment, la vague de suicides à l'usine taïwanaise Foxconn, géant de l'électronique qui fournit des composants à Dell, Apple et Hewlett Packard, a mis en lumière les épreuves que subissent les travailleurs dans ces usines organisées comme des prisons.

C'est cette discipline de fer, combinée aux faibles salaires qui a séduit les multinationales et a contribué à faire de la Chine « l'atelier du monde ».

La direction de Honda a dû négocier avec les représentants désignés par les grévistes et accepter des augmentations significatives de salaires ainsi que l'amélioration des conditions de travail.

L'un des faits marquants des luttes dans les usines Honda a été le rejet clair par les grévistes des représentants du syndicat officiel, contrôlé par le PC Chinois, le « All Chinese Federation of Trade Union » (ACFTU). Les ouvriers ont dû s'organiser collectivement et ont développé une réelle conscience ouvrière. Certains anciens leaders du printemps de Pékin de 1989, aujourd'hui exilés, aident les travailleurs dans la défense de leurs droits. C'est le cas de Han Dongfang, dirigeant de « China Labour Bulletin », association d'aide aux ouvriers chinois. Mais quand ce dirigeant est interrogé sur les objectifs politiques de son organisation, il est très clair. Dans un entretien à l'Express en janvier 2014, il déclarait : *« Je dis aux ouvriers : Si le Parti communiste quittait le pouvoir le mois prochain, votre vie serait la même et vous seriez exploités de la même manière, par le même patron, qui serait alors soutenu par des officiels différents. Avec mon organisation, nous encourageons les ouvriers à se focaliser sur leur situation et leur usine. »* L'objectif de ce dirigeant est clair : cantonner les ouvriers sur le terrain de la lutte économique, de la lutte juridique mais ne surtout pas renverser le pouvoir du PC chinois.

La classe ouvrière chinoise n'est en rien docile, elle a su montrer sa force et sa combativité.

Aujourd'hui, la question est posée à la classe ouvrière chinoise de construire un parti ouvrier qui ne peut être que révolutionnaire pour renverser la caste dirigeante au pouvoir, en vue de l'expropriation de toutes les entreprises implantées en Chine.

Il est remarquable de noter qu'au Cambodge, au Bangladesh, des luttes similaires pour l'augmentation des salaires se sont développées.

LE CAMBODGE

Le Cambodge compte environ 9 000.000 ouvriers. Le salaire des ouvriers du textile a été porté de 42 à 61 dollars le 1er mai 2012, puis à 80 dollars. Le 23/12/2013, le ministre du travail propose une augmentation de 19 %, soit un salaire de 95 dollars à compter d'avril 2014 avec une augmentation progressive pour atteindre 160 dollars en 2018. Les ouvriers réclament 160 dollars tout de suite. Les arrêts de travail ont été massivement suivis par les 650.000 employés du textile, premier secteur manufacturier cambodgien.

Une partie des ouvriers, le plus souvent des femmes, s'est associée, le 24/12/2013, au mouvement de contestation lancé par l'opposition qui accuse le parti au pouvoir (Parti du Peuple Cambodgien, PPC) du 1er ministre, au pouvoir depuis 28ans, d'avoir truqué les élections législatives de juillet 2013.

Le 31/12, une augmentation des salaires de 5 dollars est proposée !! Le 03/01, les policiers détruisent les barricades et tirent sur la foule au fusil d'assaut. 4 manifestants sont tués. Le PSNC (parti d'opposition) annule les rassemblements prévus le 6 janvier.

Le travail a repris dans les usines textiles du Cambodge le 7 janvier 2014, après 2 semaines de grèves et de tensions politiques.

Ce parti d'opposition (Parti du sauvetage national cambodgien) tente de faire de la récupération. Mais ce parti reste cantonné à des revendications démocratiques bourgeoises. Ce dont a besoin la classe ouvrière cambodgienne c'est d'un véritable parti ouvrier représentant ses intérêts propres.

Le Bangladesh, 2ème exportateur mondial après la Chine, n'est pas en reste.

LE BANGLADESH

Le Bangladesh est le deuxième exportateur de vêtements au monde, fournissant notamment les grands noms, tels que l'américain WALMART, le français CARREFOUR, ou encore le suédois H et M. Pilier de l'économie du pays, le secteur avec ses 4.500 usines représente 80 % des exportations annuelles.

Cependant, la grande majorité des 3 millions de travailleurs touchent des salaires de misère : le salaire de base mensuel est de seulement 3.000 takas, soit 28 euros, (soit un des plus bas du monde) depuis un accord tripartite entre les syndicats, le gouvernement et les fabricants signé en août 2010.

Les manifestations contre les faibles salaires et les conditions de travail déplorables ont secoué le secteur de l'habillement du Bangladesh depuis l'effondrement en avril 2013 du Rana Plaza qui a provoqué la mort de plus de 1.100 personnes.

Déjà en 2006 et 2010, des manifestations pour des hausses de salaires s'étaient transformées en affrontements meurtriers.

Conscient des tensions accrues depuis la catastrophe du Rana Plaza, le gouvernement avait mis en place, en juin, un groupe de travail spécial pour examiner les salaires.

Les syndicats ont réclamé un salaire mensuel minimum de 8114 takas (l'équivalent de 74 euros). Mais les propriétaires d'usines leur ont opposé une quasi fin de non recevoir : ils ont fait valoir qu'ils ne pouvaient aller au delà d'une augmentation de 20% des salaires (soit 36,27 euros par mois) en raison de la conjoncture mondiale morose.

Le 21 septembre 2013 a eu lieu une grande manifestation .Les grèves et manifestations ont duré 5 jours, sans résultat.

Au moins 5 personnes sont mortes le 27 octobre dernier lors de manifestations organisées par l'opposition qui a lancé un mouvement de grève national pour obtenir la démission du premier ministre et la formation d'un gouvernement de transition avant les élections.

Dans chaque pays se pose la question la question de la nécessaire construction d'organisations ouvrières indépendantes.

Face à la lutte des ouvriers, la bourgeoisie des pays occidentaux s'empresse de chercher ailleurs une source de main d'œuvre bon marché : demain, l'Afrique ? C'est ce que convoite le Medef international, relayé par Hollande.

A bas l'intervention militaire en Centrafrique !

Retrait de l'Armée française de tout l'Afrique !

Le 05 décembre 2013, le gouvernement français lance l'opération Sangaris dans la République Centrafricaine (RCA). La veille, le Conseil de Sécurité avait voté – à l'unanimité – une résolution autorisant le déploiement de la MISCA (Mission internationale de soutien à la Centrafrique sous Conduite Africaine), composée de soldats africains « appuyés » par les forces françaises, explicitement nommées ; résolution présentée par la France – et que d'aucuns disent rédigée intégralement par elle. Son objectif est triple : « *désarmer* » les factions en lutte, « *rétablir l'ordre et la sécurité publique* », et protéger les populations civiles, en « *prenant toutes les mesures nécessaires* ».

L'armée française a donc une grande latitude pour mener une nouvelle opération militaire à sa guise, moins d'un an après le lancement de l'opération SERVAL au Mali. Mais quel est l'objectif de l'impérialisme français en République Centrafricaine ?

Des enjeux économiques... indirects pour l'impérialisme français

Il faut relativiser d'emblée l'enjeu économique de la seule République Centrafricaine (RCA) : le pays est vaste et très peu peuplé (moins de 5 millions d'habitants sur une superficie plus grande que la France), et dispose certes de nombre de ressources potentielles (en minerais, en terres agricoles fertiles et en forêt), mais dont aucune n'est aujourd'hui véritablement exploitée. Le nombre de ressortissants français dépasse à peine le millier, et les échanges avec la Centrafrique ne représentent, selon les Douanes, qu'environ « *1,4% des échanges de la France avec l'Afrique Centrale* ». Elle constitue une source d'approvisionnement négligeable – quelques millions d'euros d'importations – et un débouché tout à fait secondaire pour le capitalisme français – moins de 40 millions d'euros, soit à peine 0,01% des exportations françaises.

Cela dit, l'Afrique dans son ensemble, constitue toujours une cible privilégiée du capitalisme français. Au moment même où était lancée l'opération Sangaris, le 04 décembre, un rapport commandé par Hollande et rédigé sous la direction d'Hubert Védrine (ancien ministre des Affaires Etrangères PS du gouvernement Jospin) : *Afrique France : un partenariat pour l'avenir*, et décline 15 propositions pour relancer les échanges économiques – et constituer une porte de sortie pour le capitalisme français, concurrencé de toute part par ses rivaux, notamment allemand, et durablement affaibli par l'effondrement de ses débouchés traditionnels en Europe du Sud.

Les intérêts en jeu sont cependant plus contradictoires qu'il n'y paraît au premier abord. Longtemps, et encore aujourd'hui, l'impérialisme français s'est appuyé sur quelques despotes locaux pour obtenir quelques marchés-clés où l'influence politique est déterminante : exploitation de mines ou de gisements d'hydrocarbures (symbolisée par Elf, reprise depuis par Total), grands chantiers pharaoniques, concessions juteuses d'infrastructures (ainsi Bolloré a-t-il la main sur de nombreux ports sur toute la côte d'Afrique de l'Ouest). Mais ces marchés rentiers et monopolistiques sont limités et soumis à une concurrence de plus en plus vive, avec notamment l'entrée en lice des groupes chinois.

Ce qui est à l'ordre du jour, aujourd'hui, est d'une toute autre ampleur. L'explosion démographique, l'urbanisation, le niveau de formation croissant de la jeunesse africaine constituent autant de facteurs permettant la constitution d'un prolétariat de plus en plus apte à être exploité sur le marché mondial, particulièrement à l'heure où les combats du prolétariat asiatique contribuent à rendre son coût de plus en plus élevé ; et cette exploitation en elle-même est susceptible de créer de nouveaux débouchés.

C'est donc potentiellement une réserve de croissance pour le capitalisme français qui pourrait voir le jour. Mais cela transforme les besoins de l'impérialisme français : il ne suffit plus d'installer un simple gouvernement fantoche, complice dans le pillage des ressources du pays, même avec une façade vaguement démocratique. Il s'agit désormais de mettre en place une élite (tout aussi autoritaire) qui puisse faire tourner des États stables, sécurisés, et un cadre propice à l'exploitation du prolétariat par les trusts capitalistes, et cela au-delà même du « *pré carré* » francophone, afin de pouvoir avancer les pions sur tout le continent, et notamment dans les « *poids lourds* » anglophones ou lusophones – le Nigéria, l'Angola, voire l'Afrique du Sud...

Dans ce cadre, l'impérialisme français a des cartes à jouer, de par sa présence historique en Afrique. Mais dans cet objectif, il est stratégique pour l'impérialisme de stabiliser le continent. Et c'est là que les contradictions explosent : la nécessité de maintenir l'ordre impérialiste issu de la colonisation – et notamment les frontières artificielles, la poursuite du pillage des matières premières, les rivalités entre puissances occidentales (et les soutiens opportunistes aux pires milices qui en découlent), tout cela continue de faire de vastes portions du continent une poudrière incontrôlée - et la RCA, comme le rappelle son nom, tient une position centrale dans cette poudrière.

Rivalités impérialistes en Afrique Centrale : deux décennies d'atrocités

En 1945, un siège permanent au Conseil de Sécurité de l'ONU était accordé à la France. Ce « strapontin » était évidemment sans lien avec le rôle joué par la France dans la défaite de l'Allemagne nazie et du Japon, mais prenait acte de son rôle central dans le maintien de l'ordre impérialiste en Afrique et en Asie, au moment où le surgissement révolutionnaire des masses était à l'ordre du jour pour renverser l'ordre colonial. L'impérialisme français s'acquitta de ce rôle en participant, pendant plusieurs décennies, à l'écrasement des soulèvements populaires, en encadrant les indépendances, en consolidant tant bien que mal des régimes répressifs alliés à sa cause, et en évitant le basculement de la plupart des pays africains de son « *pré carré* » - à l'exception notable de l'Algérie - dans le camp « *soviétique* ».

A l'orée des années 90, après la chute définitive de l'URSS, la fonction politique « historique » de l'impérialisme français en Afrique bascule. La montée en puissance de l'impérialisme américain, qui ne jouait jusqu'ici qu'un rôle indirect et de second plan dans la plus grande partie de l'Afrique, transforme l'alliance militaire traditionnelle en rivalité entre impérialismes sans plus aucune retenue, instrumentalisant pour le pire les moindres divisions régionales, ethniques, religieuses, linguistiques. Quelques années plus tard, la Chine, désireuse sécuriser ses approvisionnements en denrées agricoles et en matières premières industrielles, devient peu à peu un acteur incontournable sur le continent.

Si ces rivalités se manifestent en Afrique de l'Ouest (au Liberia, au Sierra Leone, en Côte d'Ivoire), l'enjeu majeur se situe sur la ligne de front entre Afrique francophone et anglophone, dans la région des grands lacs et du haut-Nil, celle qui concentre les plus importantes richesses minières, énergétiques et agricoles du continent (avec l'Afrique du Sud).

L'embrasement démarre dès 1990, au 1er acte du conflit rwandais, lorsque le FPR tente depuis l'Ouganda (devenu la plateforme majeure de l'impérialisme américain), de renverser le régime Habyarimana, alors soutenu par l'impérialisme français. Il rebondira lors des grands massacres rwandais de 1994, puis s'étendra tout au long des années 90 et 2000 dans la guerre du Kivu, région de la République Démocratique du Congo frontalière du Rwanda, riches de ses mines de coltan (minerai contenant des métaux indispensables aux industries de pointe). La région, plongée dans une série d'atrocités à une échelle encore inconnue, compte ses victimes par millions pendant que les trafics de coltan et de diamants alimentent les profits de l'impérialisme. L'enjeu du contrôle de l'ancien Zaïre, ne s'est cependant pas soldé, pour le moment, par l'éclatement du pays.

Non loin de là, un autre pays immense – le Soudan – est également devenu un intense champ de rivalités. Les conflits historiques du Sud-Soudan, puis du Darfour, entre les régions périphériques et le pouvoir central de Khartoum (qui était jugé menaçant, notamment pour la sécurité de l'Etat d'Israël), sont aussi alimentés en sous-main par l'impérialisme américain. Ils conduiront - ici avec succès - au démantèlement du pays, avec le référendum d'autodétermination du Sud-Soudan dont l'indépendance se concrétisera en 2011.

Cette nouvelle donne a placé l'impérialisme français dans une grande difficulté. Elle n'a pas les moyens, ni politiques, économiques ou militaires, de défendre l'ensemble des fronts contre l'impérialisme dominant, l'impérialisme américain, ce qui l'a conduit à remiser le « tournant démocratique » de la Baule (lorsque Mitterrand annonçait réorienter prioritairement l'aide française sur les régimes démocratiques), et à s'appuyer sur les régimes les plus fidèles, même les plus répressifs, dont certains vont connaître un spectaculaire « retour en grâce », comme l'indique Libération le 05 janvier. Parmi eux, on trouve notamment Blaise Compaoré au Burkina Faso, Idriss Déby au Tchad, Denis Sassou N'Guessou au Congo-Brazzaville, sans compter les piliers que constituent les régimes de Paul Biya au Cameroun et des Bongo père puis fils au Gabon.

Pour autant, la situation est devenue également délicate pour l'impérialisme américain : l'irruption de la Chine sur le continent a permis au régime soudanais dirigé par El-Béchir de résister, tandis que s'épuisent ses relais en Afrique de l'Est : le jeune État Sud-Soudanais, qui a été porté à bout de bras par les États-Unis, est déchiré depuis la fin de l'année 2013 par des guerres internes entre des clans cherchant à le contrôler ; les régimes de Kagamé au Rwanda, et surtout de Museveni en Ouganda, deviennent de plus en plus répressifs et incontrôlables. Ce dernier a ainsi mis en place en février dernier une répression implacable de l'homosexualité qui a obligé les autorités américaines à se démarquer – et ce sont pourtant les mêmes qui n'ont eu de cesse, des années durant, de promouvoir les fondamentalistes évangélistes contre le régime « islamiste » du Soudan, afin de s'assurer durablement leur soutien.

Dans ce contexte, la République Centrafricaine constitue sans aucun doute un secteur très fragile. Frontalier – mais totalement poreux - avec le Soudan (et le Darfour comme le Sud-Soudan), la République Démocratique du Congo, le Tchad, sa situation est aussi fragile que stratégique.

La République Centrafricaine (RCA) : un pays en totale déliquescence

Durant plusieurs décennies, l'impérialisme français s'est appuyé sur une série de régimes militaires – le plus marquant restera celui de Jean-Bedel Bokassa dans les années 70. Mais dans ce vaste pays enclavé, dépourvu d'unité – économique, linguistique ou religieuse, sans rente économique, sans classes bourgeoise ni ouvrière constituées, ces régimes ne peuvent se constituer aucune base politique solide. A la différence de certains pays voisins, ils se retrouvent incapables de produire et redistribuer une rente minimale assurant le maintien d'un État et d'une armée, et se retrouvent donc totalement dépendants de l'impérialisme. Acculés à la moindre difficulté politique ou économique, ils sont contraints de s'appuyer sur des bases ethniques ou religieuses pour se maintenir au pouvoir – lesquelles sont logiquement régulièrement contestées, ouvrant la voie à des conflits internes continus.

En 2013, après avoir connu une série impressionnante de coups d'état et de conflits, le pays est totalement exsangue, à tout point de vue, comme le rappelait Mediapart en novembre 2013 : *« Il suffit de se promener quelques heures dans les rues constellées de nids de poule de Bangui pour constater qu'aucun bâtiment notable (hormis le stade de 20 000 places bâti par les Chinois) n'a été édifié depuis les années 1960 ou 1970, comme si le temps avait été suspendu quelques années après l'Indépendance. Un chauffeur de taxi consterné tient à nous emmener le long d'une des rivières qui sillonnent la capitale pour nous montrer les vestiges d'un pont qui s'est effondré il y a quatre ans. Cette passerelle, qui reliait deux quartiers populaires et sur laquelle passaient chaque jour plusieurs milliers de véhicules, n'a pas été reconstruite ».*

C'est ainsi presque sans résistance que la Séléka, ces milices musulmanes venues du nord du pays (et armées par le régime tchadien d'Idriss Déby, allié de Paris), renverse François Bozizé et installe Michel Djotodia au pouvoir en mars 2013. L'impérialisme français, pas mécontent de se débarrasser de Bozizé, laisse faire et n'intervient pas. Mais la Séléka se paye sur le pillage de la partie chrétienne du pays, commettant des exactions massives et générant une réaction – les anti-balakas (les « anti-machettes) qui s'organisent et visent à leur tour les populations musulmanes. La situation empire rapidement, les conflits et les morts s'accumulent. Cependant, on peut s'interroger sur la situation « génocidaire » telle que décrite par Laurent Fabius pour justifier l'opération Sangaris, dans la mesure où la désorganisation des forces politiques et militaires ne permettait guère la mise en œuvre d'une politique meurtrière à l'échelle de tout le pays, même si elle avait été décidée. A l'inverse de crimes de masses centralisés, en décembre 2013, c'est l'anarchie la plus complète qui semble régner à Bangui et dans le reste du pays.

L'opération Sangaris : des objectifs inaccessibles

En lançant l'opération Sangaris – du nom d'un papillon, car l'opération était censée être brève - les enjeux stratégiques sont bien identifiés du point de vue de l'impérialisme : éviter la faillite totale de l'État centrafricain qui renforcerait encore l'instabilité de toute la région. Le pays sert déjà de base arrière à l'une ou l'autre des parties en conflits qui déchirent le Darfour, le Sud-Soudan, et servirait de refuge à l'Armée de Résistance du Seigneur (une faction armée ougandaise). A ce titre, Américains et Britanniques n'émettent ouvertement aucune réserve, et contribuent par une assistance technique

symbolique - même si tous laissent Paris faire le sale boulot ; même les renforts annoncés dans le cadre de l'Union Européenne (la mission EUFOR), prévus fin mars, semblent faire long feu.

Dans la pratique, l'objectif de rebâtir un État reste inaccessible à court terme. Dans les premières semaines, l'armée française a pu reprendre le contrôle entier des quelques espaces-clés de la capitale, et notamment l'aéroport de Bangui, mais la force composée de 1.600 soldats français et 6.000 soldats africains est bien évidemment incapable de contrôler un pays aussi vaste, désorganisé et dépourvu d'infrastructures.

Le changement politique apparaît tout aussi hasardeux : en débarquant courant janvier Michel Djotodia, pour le remplacer par une figure politique acquise aux intérêts français (Catherine Samba-Panza, maire de Bangui et dont l'époux a été plusieurs fois ministre de précédents régimes), un signal clair était donné aux milices anti-balakas, pour certaines fractions dominées par les anciennes forces armées centrafricaines et proches de l'ancien président Bozizé. Celles-ci ont repris environ la moitié du pays, tout en étant accusées de multiples crimes de guerre, aboutissant à la fuite de centaines de milliers de civils musulmans vers le nord du pays, voire dans les pays frontaliers (notamment au Tchad), préparant de nouvelles crises humanitaires et de nouveaux conflits politiques.

Si la situation reste confuse et difficile à évaluer, la situation des masses reste catastrophique. Il est difficile de dire à ce stade si la progression des anti-balakas était un objectif souhaité ou non de l'impérialisme français dans l'objectif de rétablir un État à sa botte. Le plus probable est qu'il ait laissé faire, sans chercher outre mesure à les freiner, car perçus comme une force politique et militaire incontournable, et faute de solutions alternatives, à portée des moyens engagés. C'est aussi le résultat d'un arbitrage entre les intérêts divergents de ses différents alliés régionaux (en particulier Déby au Tchad et Sassou N'Guesso au Congo), vitaux pour la logistique de l'opération, comme le rappelait encore le Drian, ministre de la Défense : « *Il y a toujours des gens qui vivent au pays des fées. Nous, nous avons absolument besoin d'un accord politique avec le Tchad pour avancer sur la Centrafrique* » (Jeune Afrique, 10 mars 2014).

A ce titre, l'intervention militaire française est indissociable d'une intervention politique ne laissant aucune place aux masses centrafricaines.

La responsabilité des organisations ouvrières : à bas l'intervention militaire en Centrafrique !

Face à cette situation, certaines organisations ouvrières, comme le Parti Communiste ou le Parti de Gauche, ont ouvertement soutenu l'intervention militaire en RCA, arguant de la situation humanitaire « *désastreuse* » – qui n'est en aucun cas le motif principal ou exclusif de l'intervention, comme le démontre l'aggravation de la situation.

D'autres, telles que la CGT, s'interroge à juste titre sur le bien-fondé de cette nouvelle intervention de la France « *dans son pré carré* », mais sans s'y opposer ouvertement, en se contentant de réaffirmer « *son attachement à des logiques de paix, de solidarité et d'aide au développement pour l'Afrique* ».

Mais ce qui s'oppose aux logiques de « *paix, de solidarité et de développement* » en RCA comme dans de nombreux pays d'Afrique, c'est bien le maintien de l'ordre impérialiste, indispensable au pillage des richesses du continent et à la mise sous tutelle des masses, et des interventions militaires régulières qui sont nécessaires pour le maintenir. Que ces opérations militaires s'habillent d'une façade humanitaire ou prétendent pallier un État défaillant, ne constituent qu'un écran de fumée supplémentaire sur leurs objectifs politiques réels, alors que les impérialismes modifient leurs approches pour s'adapter à un nouveau contexte.

A l'inverse, la responsabilité des organisations ouvrières est de soutenir l'indépendance politique des masses africaines et pour cela de s'opposer à toutes les politiques impérialistes. Cela nécessite de combattre pour imposer à la majorité PS/Front de Gauche à l'Assemblée Nationale :

A bas l'opération Sangaris en République Centrafricaine !

A bas l'opération Serval au Mali !

Retrait de l'Armée française de toute l'Afrique !

Afrique du Sud : les travailleurs doivent imposer la rupture des organisations ouvrières avec l'ANC

Environ 80.000 mineurs se sont mis en grève depuis le 23 janvier à l'appel du syndicat indépendant AMCU (l'Association of Mineworkers and Construction Union), pour arracher 12.500 rands de salaire mensuel de base (830 euros, soit une augmentation de 150%), déjà réclamés en 2012 lors de la grève sauvage qui avait tourné au bain de sang à Marikana. Les trois principales compagnies minières (Lonmin, Impala et Anglo American) qui détiennent 70% de la production mondiale de platine refusent cette augmentation. Le gouvernement de Jacob Zuma joue les médiateurs. Il s'agit là de la grève la plus importante dans le secteur minier depuis la grève de Marikana en 2012.

Dans un contexte où le chômage reste élevé et la pauvreté touche les classes laborieuses, après la grève et les massacres de Marikana de 2012, des changements interviennent au sein du mouvement ouvrier. En effet, alors que le gouvernement de Front populaire, d'alliance entre l'ANC, le SACP (parti communiste) et la centrale syndicale COSATU, est au pouvoir depuis 1994, confirmé lors des dernières élections de 2009, des fissures interviennent dans ce front. Ainsi, un des principaux syndicats de la COSATU, le National Union of Metalworkers (NUMSA) vient de rompre avec le parti au gouvernement, avec l'ANC.

Lors d'un Congrès national spécial qui s'est tenu du 17 au 20 décembre 2013, réunissant 1200 délégués à Boksburg dans la banlieue de Johannesburg, le NUMSA (Syndicat National des Travailleurs de la Métallurgie d'Afrique du Sud) a décidé d'engager le combat pour la tenue d'un congrès national extraordinaire pour que la COSATU rompe l'alliance avec l'ANC, parti au pouvoir et regagne sa tradition et la pratique de centrale combative et indépendante. Le congrès a voté la demande de démission du président Zuma à cause de sa politique néo-libérale et anti-ouvrière et des pratiques de corruption et de népotisme largement exposées dans la presse. Il a décidé de ne plus soutenir les candidats de l'ANC aux prochaines élections générales, prévue le 7 mai 2014. Enfin le congrès du NUMSA a affirmé « *le besoin d'établir un parti socialiste des travailleurs non seulement pour gagner des améliorations sociales mais aussi pour en finir avec le capitalisme* ». Le NUMSA se positionne comme "le bouclier et le javelot des salariés". Il fait échos aux mouvements des grévistes comme celui des mineurs de Marikana qui ont subi en août 2012 le massacre de 34 grévistes perpétré par la police de l'ANC pour le compte des propriétaires minières, notamment le trust Lonmin dont le siège est à Londres. La délégation des mineurs de Marikana à ce congrès a reçu une digne ovation et les délégués du congrès ont versé chacun 100 Rand à la caisse de soutien aux mineurs de Marikana.

A l'approche des élections générales au mois de mai et sur fond de mobilisation des mineurs, la question de la rupture des organisations d'origine ouvrière (SACP et COSATU) avec l'ANC - organisation bourgeoise - pour la défense des revendications ouvrières, est posée au sein des syndicats ouvriers. La grève des mineurs du platine montre que les dirigeants des mines refusent d'augmenter les salaires. La seule façon d'augmenter les salaires des mineurs c'est que l'Etat prenne le contrôle des mines, exproprie les capitalistes anglais et américains. Pour cela, les travailleurs doivent porter un véritable gouvernement ouvrier qui développerait ce programme. La réorganisation du mouvement ouvrier sud-africain doit être axée sur un programme socialiste.



Congrès du NUMSA

Le Congrès du NUMSA a résolu:

1° d'explorer la possibilité de construire un parti socialiste des travailleurs;

2° de mobiliser à la fois pour un Front unifié d'action et pour un mouvement en faveur du socialisme;

3° de reconquérir la COSATU [Congress of South Trade Unions] à partir d'en bas;

4° d'unifier activement les luttes des travailleurs et les luttes de quartier, sur le logement, l'éducation, la santé, etc. au travers d'une mobilisation de masse autour de revendications sociales et économiques;

5° de consolider le NUMSA en tant que syndicat contrôlé par les travailleurs qui organise autour d'un ensemble de valeurs et principes et qui fournit les meilleurs services à ses membres.

* * * * *

Nelson Mandela

Nelson Mandela est mort le 5 décembre 2013. Retour sur son rôle politique.

L'union sacrée planétaire s'est réalisée autour de son cercueil, réunissant les principaux chefs d'États impérialistes, du tandem Obama-Bush à Hollande-Sarkozy !

Ce que ces dirigeants impérialistes ont salué c'est le sens de la « sagesse » de Mandela qui a conduit au « *rassemblement et à la réconciliation* » de l'État sud-africain. Traduisez : Mandela, en abandonnant la lutte contre la domination blanche menée dans les années 60-70, a permis à la bourgeoisie blanche sud-africaine de maintenir sa domination, le contrôle des moyens de production en exploitant la classe ouvrière noire.

C'est pour tenter de faire refluer les mobilisations de la classe ouvrière sud-africaine, qui a engagé de nombreux combats dans les années 70 et 80, que l'impérialisme a joué la carte Mandela en le faisant libérer en 1990. Celui-ci a ainsi œuvré à la « *transition démocratique* » en devenant le premier président noir, issu de l'ANC, en 1994. Il a ainsi permis à la bourgeoisie blanche de rester aux manettes de l'économie en favorisant l'émergence d'une petite-bourgeoise noire.

Le Mandela de 1990 n'est plus le même Mandela des années 60 qui appelait à renverser le régime de l'apartheid par les armes. C'est un peu le même parcours qu'Arafat en Palestine, au sein de l'OLP.

L'ANC, tout comme l'OLP, ont ceci de commun qu'elles sont toutes deux des organisations petite-bourgeoises, dont le programme n'a jamais été de combattre pour l'avènement du socialisme. Elles se sont cantonnées à combattre un envahisseur, les colons juifs en Palestine et les colons blancs en Afrique du Sud.

Elles ont pourtant joué un rôle de ciment politique autour de la libération nationale pour les masses. Mais dans le cadre du système capitaliste, la question nationale ne peut être une fin en soi. Le combat pour l'indépendance nationale, contre la domination impérialiste, contre les régimes ségrégatifs doit inévitablement se combiner avec la révolution socialiste, pour le contrôle par les travailleurs des moyens de production.

C'est tout le sens du combat actuel des mineurs.

Il est d'ailleurs étonnant de voir, qu'à l'heure où les puissances impérialistes saluent la mémoire de Mandela sur le ton du pacifisme petit-bourgeois, les mineurs en grève subissent une répression violente d'un gouvernement sensé les représenter mais gouvernant pour le compte des trusts impérialistes !

Mandela n'est plus. L'ANC a cessé également de représenter les masses noires. Place désormais à la constitution d'organisations ouvrières authentiquement révolutionnaires qui auront pour tâche d'exproprier les capitalistes, blancs ou noirs !

Combat classe contre classe en Égypte et en Tunisie

Les révolutions tunisienne et égyptienne ont chassé en 2011 les dictateurs du pouvoir. C'est à partir du moment où la classe ouvrière est entrée en combat, notamment en Égypte quand les travailleurs des usines de Mahalla ont fait grève pour aller manifester par milliers, que les dictateurs sont tombés. Mais ils ont été remplacés par des gouvernements dits « techniques » ne remettant en réalité pas en cause le pouvoir de la bourgeoisie ni la présence des entreprises impérialistes. Des élections ont eu rapidement lieu dans ces deux pays, et en l'absence de parti ouvrier, ce sont les partis conservateurs dits « islamistes » qui ont remporté les élections, dans un contexte de forte abstention (autour de 50 %). Ces partis conservateurs bourgeois n'ont pas œuvré à la destitution des dictateurs mais ils en ont récolté les fruits. Et les revendications économiques et sociales des travailleurs n'ont pas été satisfaites alors même que les masses connaissent chômage, hausse des prix, exploitation. Sur le plan des libertés démocratiques, ces gouvernements islamistes bourgeois ont œuvré au renforcement autoritaire du pouvoir, au travers notamment des nouvelles constitutions.

Si les printemps arabes de 2011 regroupaient de larges couches sociales des sociétés tunisienne et égyptienne - des avocats, journalistes, étudiants, travailleurs - et si les revendications portaient essentiellement sur les libertés démocratiques (droit d'expression, de liberté d'information, d'organisation, de démocratisation des institutions ...), à l'heure actuelle, les conditions de vie et de travail sont au cœur des préoccupations des masses. Mais le pouvoir politique et économique n'a pas changé de mains, bien au contraire. La bourgeoisie de ces deux pays reste aux manettes, via le pouvoir des militaires pour le cas de l'Égypte.

Pour satisfaire leurs revendications, les masses de ces pays ont besoin de construire leurs propres organisations de classe pour pouvoir s'affranchir de leur propre bourgeoisie inféodée aux différents impérialismes.

A bas la dictature militaire en Égypte ! La classe ouvrière en grève doit prendre le pouvoir !

L'Égypte connaît depuis quelques semaines des mouvements de grèves importants qui s'étendent à tous les secteurs : le 10 février, 22 000 travailleurs de l'usine textile d'État de Mahalla (le plus grand holding d'État de textile) se sont mis en grève pour l'élargissement à l'industrie publique du salaire minimum de 1 200 Livres égyptiennes (équivalent à 125 euros) promis par le gouvernement aux salariés d'État fin janvier 2014. Le gouvernement, avec l'aide de la centrale syndicale liée à l'État (l'ETUF), a cherché à casser la grève. Puis il a manœuvré en promettant le paiement des primes annuelles. Mais, cette annonce n'a pas freiné la mobilisation car les grévistes exigent la satisfaction de toutes leurs revendications : ils exigent le paiement de leurs primes annuelles sur les bénéfiques, et dénoncent la corruption sévissant dans les entreprises publiques. À Suez, également, les syndicats indépendants menacent de débrayer si le gouvernement ne prend pas de mesures afin que les droits sociaux soient respectés par le patronat et que cessent les licenciements arbitraires, comme ça a été le cas dans plusieurs entreprises publiques et privées du pays. Des délégations de diverses usines occupent les alentours du siège central du holding.

Cette grève s'est étendue au mois de février non seulement à 7 autres usines textiles d'État mais aussi aux transports publics du Caire, aux employés postaux, aux policiers de bas rang et à plusieurs entreprises privées de la chimie.

Le 16 février, les salariés de la Compagnie du Nil pour les routes et les ponts ont également commencé la grève pour l'obtention du même salaire minimum que dans le public. Le 19 février, les employés de 6 compagnies de l'eau et l'assainissement entraient à leur tour en lutte pour les salaires. Et le 20 février, ce sont ceux de la société égyptienne de propylène de Port Saïd qui se mettaient en grève. Les 120 employés de la Tour du Caire – symbole du nassérisme – et de son restaurant pivotant à son sommet demandaient également la renationalisation de leur entreprise.

Les travailleurs des cristalleries d'Asfour, 18 000 salariés, premier producteur mondial, installées dans le quartier de Shubra au Caire, étaient en grève eux aussi pour exiger :

- ▶ un doublement du salaire qui passerait de 1 000 livres égyptiennes à l'embauche à 2 000 après 10 ans d'ancienneté ;
- ▶ des contrats à durée indéterminée pour tous les précaires ;
- ▶ La réintroduction des ouvriers licenciés lors d'une grève l'an dernier ;
- ▶ des primes de départ conséquentes lors des licenciements de plus de 30 000 LE, plus une somme allouée par année de travail en cas de départ négocié.

es 28 garages des bus du Grand Caire dont les 42 000 employés ayant des salaires s'échelonnant de 600 à 1400 LE, sont en grève depuis le samedi 22 février pour l'obtention du salaire minimum à 1200 LE additionné d'une hausse de 7%. Ils demandent également des investissements importants pour renouveler la flotte des 4 700 bus dont une grande partie est bien trop vieille pour ne pas risquer l'accident. Le gouvernement leur a promis 15,2 millions pour cela, mais les grévistes ont refusé jugeant la somme insuffisante.

15 bureaux de poste ont commencé une grève le 23 février pour le salaire minimum et une hausse supplémentaire des salaires de 7% comme les employés de bus, bloquant le siège central des postes à Attaba et appelant à l'extension de leur mouvement.

Le 21 février, le secteur de la santé en grève (+ 85% de grévistes à l'échelle nationale) depuis le début de l'année a annoncé une grève générale illimitée le 8 mars avec création pour cela d'un comité de grève indépendant du syndicat. Ils revendiquent la hausse de leurs salaires, mais aussi l'augmentation du budget de la santé, le limogeage du ministre de la santé, une enquête publique sur l'incompétence et la corruption de la direction de la santé et la libération de 200 médecins emprisonnés pour leur engagement politique. Ils ont par ailleurs annoncé qu'avant la grève illimitée du 8 mars, ils étendraient leur grève au privé dès le 26 février. A cette grève s'adjoignent celles des pharmaciens, vétérinaires et autres services de santé comme les infirmiers.

15 000 salariés de la gestion de l'eau et des sols demandent depuis plusieurs semaines le paiement de 4 mois d'arriérés de salaires et le retour de leur service au public (il avait été privatisé en 1995). Les exigences de nationalisation des entreprises privatisées depuis les années 90 et de salaire minimum de 1 200 LE sont au cœur des revendications des travailleurs en grève ou menaçant de faire grève dans les entreprises de la chimie, mouvement qui pourrait bien s'étendre à de nombreux autres secteurs privatisés.

Les employés des offices notariaux sont entrés en grève le 17 février pour demander également le salaire minimum à 1 200 LE et que leurs responsables corrompus et incompétents soient délogés. Ce sont aussi les instituteurs qui menacent à leur tour de faire grève en vue de la titularisation à plein temps de 75 000 d'entre eux avec le bénéfice des assurances sociales, titularisation promise par le gouvernement. Les retraités du public manifestent pour revendiquer l'indexation de leurs pensions à la future hausse du salaire minimum.

La grève générale de tous les travailleurs du pays est à l'ordre du jour sur l'axe :

- **un salaire minimum décent pour tout le monde (au minimum 1200 LE)**
- **renationalisation de l'appareil productif,**
- **limogeage des dirigeants corrompus des appareils économiques et administratifs, et de la mise sous le contrôle des travailleurs des nouveaux dirigeants.**

Cette mobilisation sans précédent a fait tomber le gouvernement d'union nationale qui a succédé au gouvernement des Frères musulmans. Mais, son départ était programmé pour laisser place à un gouvernement des militaires dirigé par le général Sissi.

Depuis le coup d'État de juillet 2013, les militaires organisent la répression des opposants, notamment des principales figures de proue de la révolte de 2011. Ils ont renforcé l'appareil sécuritaire et restreint les libertés démocratiques notamment la liberté de manifestation. Une loi

promulguée fin novembre 2013 interdit toute manifestation n'ayant pas reçu l'aval du ministère de l'Intérieur.

Le référendum constitutionnel organisé mi-janvier présenté comme un soutien à la politique répressive de l'armée a consacré l'adoption de la Loi fondamentale. Le « oui » à la nouvelle constitution égyptienne l'a emporté à 98,1 %. La participation n'a, elle, pas dépassé les 38,6 %.

Depuis, le gouvernement militaire restreint significativement les libertés syndicales, dans la droite ligne de la constitution rédigée initialement par les Frères Musulmans (seul un syndicat officiel est autorisé par profession, ils sont interdits dans la police et dans l'armée).

Les libertés d'expression, de manifestation, le droit d'accès à l'information, la vie privée sont directement menacés par les vastes pouvoirs maintenus aux forces armées en matière de sécurité nationale et de politique étrangère. Les dispositions déjà prises par le gouvernement par intérim, qui a fait voter une loi qui restreint lourdement le droit de manifester, cautionnent des milliers d'arrestations arbitraires. Ainsi, toute « dispute avec un agent des stations-essence Wataniya (qui appartiennent aux forces armées) » conduirait directement devant un tribunal militaire

L'Armée a procédé lors de ce coup d'État à une répression féroce, sous couvert de lutte contre les Frères musulmans. Il s'agissait en réalité d'une démonstration de force démontrant aux masses que l'Armée était capable de mater les tentatives d'insurrection. Ainsi déjà, une grève au canal de Suez a été matée en août 2013 par l'appareil répressif de l'État.

Côté syndicat, après la chute de Moubarak, les syndicats indépendants se sont multipliés, et une première centrale syndicale indépendante, l'EFITU [Egyptian Federation of Independent Trades Unions], a été fondée avec notamment à sa tête le nassérien Kamal Abou Aita, et une militante de « Renouveau socialiste », Fatma Ramadan (Socialistes révolutionnaires actuellement, organisation liée à la IVème Internationale pabliste). En avril 2013, a été créée une seconde centrale indépendante, l'EDLC [Egyptian Democratic Labour Congress], en grande partie animée par des militants liés historiquement à l'association CTUWS, qui a continué à avoir une existence séparée.

Une nouvelle loi établissant les libertés syndicales avait été écrite en mars 2011. Mais les militaires, puis les islamistes en ont bloqué l'adoption. Suite à la destitution du Président islamiste par les militaires le 3 juillet 2013, le nassérien Kamal Abou Aita, qui présidait la centrale indépendante EFITU est devenu ministre du Travail à la mi-juillet 2013. Il justifiait notamment sa participation au gouvernement par la possibilité de faire enfin adopter cette loi.

Côté politique, plusieurs organisations ont fait une déclaration le 25 janvier dans le but de préparer les élections. Ce regroupement dit révolutionnaire rassemble essentiellement les Socialistes révolutionnaires (pablistes), le Mouvement du 6 Avril (1) et le Courant populaire (dirigé par Sabahy, ancien nassérien dont le programme est axé sur l'indépendance nationale, la liberté et la justice sociale qui avait fait autour de 25 % aux dernières élections présidentielles) entre autres. Leur plateforme revendicative commune se centre sur deux axes : « *Pain, liberté, justice sociale, dignité humaine* » et « *renverser le régime* ». Ils prônent la démocratie, la justice, la liberté, une véritable réforme du système étatique, pour un système global de justice. Cette plateforme élaborée alors que des grèves commençaient dans la santé notamment et que pointaient les grèves pour le salaire minimum et la nationalisation n'offre aucune perspective liant les revendications économiques des travailleurs à la prise du pouvoir. Elle n'appelle en aucun cas à faire barrage au retour des militaires au pouvoir et se cantonne à se tenir prêt pour les élections du printemps.

1 principales revendications du Mouvement 6 avril : 1 - salaire mensuel minimum de 1200 livres égyptiennes (environ 210 \$) ; 2 - Indexation des salaires ; 3 - Élection d'une assemblée constituante pour rédiger une nouvelle constitution pour garantir les libertés politiques et syndicales du pays et maximum de 2 mandats pour tout président au pouvoir ; 4 - Suspension de l'exportation de gaz vers Israël

En l'absence d'organisations ouvrières, de parti ouvrier révolutionnaire, les masses sont utilisées par deux fractions de la bourgeoisie égyptienne, tantôt Frères musulmans qui revendiquaient les postes et le contrôle de l'économie à la place des militaires, et les militaires qui défendent le contrôle de l'économie.

A l'heure où les travailleurs sont en grève massivement dans nombre de secteurs, ce qui est à l'ordre du jour c'est la grève générale des travailleurs égyptiens. Le rôle des organisations syndicales indépendantes et des organisations qui se disent révolutionnaires et d'appeler à la grève générale en vue de la prise du pouvoir par la classe ouvrière, contre les militaires pour mettre en œuvre les revendications immédiates des travailleurs (salaire minimum). Leur responsabilité est d'organiser les travailleurs dans des comités de grèves élus, dans un comité central de grève. Ces organisations ne doivent pas attendre tranquillement le retour au pouvoir des militaires lors des élections mais doivent préparer la prise du pouvoir du prolétariat égyptien, qui devra nationaliser sans indemnité ni rachat toutes les entreprises, ce qui implique de prendre le pouvoir économique et politique aux militaires.

Pour cela, les travailleurs égyptiens ont besoin de construire un Parti ouvrier révolutionnaire.



Grève des travailleurs de l'usine textile de Mahalla pour un salaire minimum – fév 2014

A bas la nouvelle constitution bourgeoise tunisienne !

A la suite de l'assassinat des députés d'opposition en février et juillet 2013, des milliers de Tunisiens avaient manifesté pour s'opposer à la politique du gouvernement dirigé par Ennahdha. Ces manifestations ont provoqué en mars 2013 la chute du gouvernement Jebali.

Ce mouvement d'une grande ampleur s'est intensifié à l'été 2013 et s'est dirigé contre le nouveau gouvernement Laarayed dirigé par Ennahdha, contre la Troïka au pouvoir (alliance d'Ennahdha, du CPR et d'Ettakol) et pour la dissolution de l'ANC.

L'opposition s'est rassemblée au sein d'un **Front de salut national**, auquel s'est joint le **Front populaire** créé en octobre 2012, lequel regroupe des tendances qualifiées de « gauche radicale », entre autres l'ancien PCOT de Hamma Hammami, la ligue ouvrière unifiée (LGO) liée à Lutte ouvrière en France ou encore les écologistes. Comme son nom l'indique il s'agit d'un dispositif de front populaire faisant barrage aux masses et œuvrant au maintien et au renforcement de la bourgeoisie tunisienne au pouvoir. Le programme du Front de salut national est de protéger la propriété privée des moyens de production.

Quant à l'UGTT, elle a cherché à sauver la Troïka et la bourgeoisie au pouvoir. Elle s'est alliée avec les ennemis des travailleurs, avec les patrons. La feuille de route du « quartet » (UGTT, Utica, LTDH et Ordre des avocats) prônait le dialogue national avec le gouvernement et œuvrait pour que l'ANC reprenne ses travaux alors que les milliers de manifestants mobilisés en juillet voulaient en finir avec ce gouvernement et exigeaient la dissolution de l'ANC. L'accord du 17 septembre 2013 et toutes les discussions qui y ont mené sont une véritable trahison pour les masses tunisiennes.

Le 7 février, de nombreux dictateurs africains et les représentants des principaux impérialismes, américain et français entre autre avec la présence de Hollande, se sont rendus en Tunisie pour célébrer le vote de la nouvelle constitution tunisienne du 27 janvier. Ce vote a scellé un large consensus national, entre anciens du régime (CPR), islamistes d'Ennahdha, Ettakol et Front de salut national. Et pourtant cette constitution est la consécration de la constitution d'un État bourgeois avec un vernis démocratique sur le plan des libertés. Pour le reste, le pouvoir reste aux mains de la bourgeoisie et l'économie sous domination impérialiste.

En attendant les élections législatives et présidentielles prochaines, un gouvernement de technocrates est censé gouverner le pays.

Si pour un temps, la mobilisation des masses a reflué du fait de l'union nationale, il n'en demeure pas moins que les revendications économiques des travailleurs sont loin d'être satisfaites, en témoignent la grève générale de Kasserine le 8 janvier dernier et la multiplication de manifestations et de grèves depuis l'automne 2013, contre le chômage et la misère.

Pour porter leurs revendications, les travailleurs auront à combattre pour imposer la rupture des organisations d'origine ouvrière, UGTT et Front populaire avec les partis bourgeois, avec la bourgeoisie afin de créer un véritable front de classe, pour la défense de leurs revendications.

Dans ce mouvement, la classe ouvrière tunisienne devra construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui postulera au pouvoir sur la base de l'expropriation capitaliste.

Négociations assurance chômage

Les négociations sur l'assurance chômage pour la période 2014-2017 ont démarré le 17 janvier dernier. Ces négociations fixent le cadre de fonctionnement de la caisse UNEDIC ainsi que les modalités d'indemnisation des chômeurs (durée de cotisations pour être affilié, montant et durée d'indemnisations, etc.). Actuellement, un jour cotisé vaut un jour indemnisé à partir de 4 mois travaillés, avec une durée maximale d'indemnisation de 24 mois, et le montant de l'indemnisation, appelé salaire journalier de référence, est calculé en fonction de l'ancien salaire (57,4% du brut).

Dès le début de la négociation, le patronat est passé à l'offensive. Il propose de moduler les droits des demandeurs d'emploi et la durée de leur indemnisation en fonction du taux de chômage. Il propose ainsi de passer à 1,2 jour indemnisé (pour un jour cotisé) quand le taux de chômage est supérieur ou égal à 12%, et à 0,8 jour quand le taux de chômage est égal ou inférieur à 9%. De la même façon, la durée maximale d'indemnisation (24 mois actuellement) et la durée minimum de travail donnant droit à allocations pourraient varier en fonction du taux de chômage. Le taux de chômage actuel est de 9,8% (INSEE, 4^{ème} trim. 2013). Or les critères qui servent de base à son calcul sont déjà largement soumis à caution (non comptabilisation de certaines catégories de chômeurs, etc.). Il n'est pas difficile d'imaginer qu'avec une telle mesure en vigueur, le taux de chômage n'a aucune chance de dépasser les 9%.

Défense inconditionnelle du statut des intermittents du spectacle

Cependant les propositions qui ont davantage cristallisé la protestation sont celles qui visent à la suppression du régime spécial des intermittents du spectacle. Il est effectivement insupportable pour la bourgeoisie d'avoir à financer ce régime spécial qui concerne une minorité, et dans un milieu où l'extorsion de la plus-value n'est pas parfaitement établie.

La ministre Aurelie Filippetti a bien fait mine de s'indigner, en se montrant très réticente face à un relèvement du nombre d'heures pour toucher les indemnités, mais c'était pour mieux évoquer ensuite : « *le plafonnement du cumul possible entre des rémunérations d'activité et des indemnités du chômage* » préconisé justement par les entrepreneurs des professions culturelles ! Le Medef propose une entourloupe : il invite l'État à prendre en charge le régime dérogatoire des intermittents. Il propose ainsi de sortir le régime des intermittents du régime général en créant un précédent : faire financer la protection sociale par l'impôt payé par tous et non par des cotisations comme salaire différé. Le 11 mars, la CFDT a ainsi appelé de ses vœux des discussions tripartites (État-syndicats-patronat) sur la question du régime spécial des intermittents. Réclamation relayée par la CGT prêtant ainsi le flan au patronat ! Au contraire, la responsabilité de la CGT est de **réaffirmer le maintien inconditionnel du régime spécifique des intermittents du spectacle au sein de l'UNEDIC !**

Pour combler le déficit de l'assurance chômage, arrêt des exonérations de cotisations patronales !

Une personne employée reçoit en échange de son travail un salaire. Une partie de ce salaire ne lui parvient pas directement mais est reversée à différentes caisses (Sécurité Sociale, UNEDIC, etc.) constituant une protection solidaire et obligatoire entre les travailleurs. C'est ce qu'on appelle le salaire différé, ou salaire socialisé. C'est un acquis fondamental, issu d'importantes luttes ouvrières afin de protéger solidairement les travailleurs des accidents de la vie.

S'appuyant sur le dialogue social, le patronat cherche à transférer le coût du salaire différé (principe de la cotisation) vers l'État et donc la fiscalité, payée par tous. En clair, il vise à s'affranchir d'une partie du coût du salaire des travailleurs afin de restaurer son taux de profit et de maintenir sa compétitivité face aux autres bourgeoisies européennes.

Il est impératif de démasquer les visées de la bourgeoisie et la duperie qu'est le dialogue social. Pour le régime spécial des intermittents du spectacle comme pour le régime général, c'est au patronat de financer les caisses de l'UNEDIC. Au déficit de ces caisses, les seules réponses possibles sont **l'arrêt des exonérations de cotisations patronales** qui encouragent la précarité **et leur augmentation** si besoin.

Défense des droits des chômeurs : indemnité chômage équivalente à 100% du salaire jusqu'au retour à l'emploi

L'INSEE recense 3,3 millions de demandeurs d'emploi de catégorie A (c'est-à-dire demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) mais on peut raisonnablement penser que leur nombre a déjà dépassé les 5 millions. La crise du système capitaliste continue de plonger dans la misère des masses de travailleurs. La seule revendication capable de satisfaire efficacement leurs intérêts est celle d'une **indemnité chômage équivalente à 100% du salaire jusqu'au retour à l'emploi**. De la même manière, les caisses de l'UNEDIC doivent être gérées uniquement par les représentants ouvriers, **dehors les représentants du patronat !**

Mais ces revendications sont transitoires, au-delà de leur satisfaction immédiate, c'est la remise en cause de l'ensemble du système capitaliste qu'il faut viser à travers elles. Seule une autre société, basée sur la socialisation des moyens de production et un partage du temps de travail peut permettre la disparition définitive du chômage.

Contribution de la section multiprofessionnelle C.G.T de Chauffailles (71) au congrès de l'UL C.G.T du grand Charolais

Nous portons un avis sur le préambule à rédiger concernant la situation à laquelle nous sommes confrontés : nous rappelons que les mobilisations de 2013 n'ont pu empêcher le vote de la loi mettant en cause les droits des salariés à la retraite, la signature de l'ANI débouchant sur une précarisation de l'emploi et l'accord sur la diminution du financement patronal de la formation professionnelle.

On ne peut discuter avec le gouvernement et le patronat de projets qui manifestement vont à l'encontre de l'intérêt des salariés. On en voit le bilan en 2013. Le rôle de notre syndicat n'est pas d'accompagner la politique du gouvernement mais de la combattre.

Pour 2014, notre combat doit être centré sur le "pacte de responsabilité" élaboré par le gouvernement Hollande/Ayrault et le MEDEF : la responsabilité de notre syndicat - à tous les niveaux - est de dénoncer ce pacte de déclaration de guerre contre les salariés et de refuser toute discussion-concertation sur ce pacte, ce qui implique de boycotter immédiatement les "assises de la fiscalité".

Ce qui est en jeu, c'est notamment le financement de la sécurité sociale : aujourd'hui les cotisations patronales financent majoritairement le budget famille de la Sécurité Sociale qui est intégralement redistribué sous forme de prestations ; demain les impôts qui remplaceront ces cotisations pourront être affectés à toute autre dépense de l'Etat selon ses besoins. Ainsi toute cette partie du salaire (dite "salaire différé") est menacé de hold-up.